

Trop de règlements empêchent-ils d'agir et d'innover?

Est-ce que la réglementation existante dans le domaine de l'habitation nuit à l'innovation? Trop de règlements empêcheraient-ils les gens d'agir, d'innover?

Partant de ce point de vue général, le colloque annuel organisé par la revue «Actualité immobilière» et prévu le 20 octobre à Montréal, développera un thème fort actuel. Selon le directeur de la revue, M. Jacques Saint-Pierre, professeur en sciences administratives, c'est là un débat qui anime depuis trois ou quatre ans le monde économique

en Amérique du Nord; qu'on se réfère au gouvernement Reagan qui dérègle les secteurs, celui du transport par exemple.

Les assises du colloque se dérouleront à l'hôtel Le Parc Régent. Elles se scindent en quatre ateliers. Dans le premier, on constate que la présente réglementation en habitation remonte aux années 60 avec l'Office de la construction du Québec. Conçue en fonction de la construction neuve, dont le modèle de base est le petit bungalow qu'on retrouve à Brossard, Boucherville et autres banlieues, cette règle-

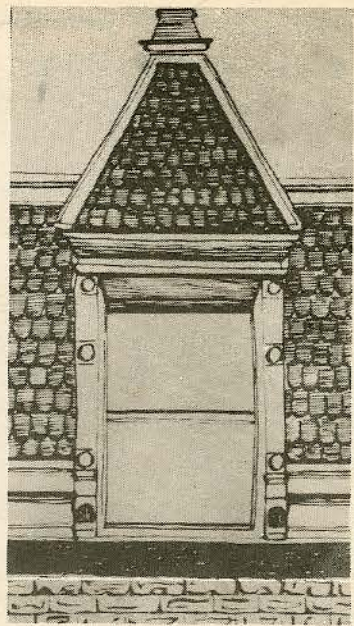
mentation ne colle plus à la réalité. Depuis cinq ou six ans en effet, 35% de l'activité de la construction résidentielle touche la rénovation, emploie un travailleur du bâtiment sur trois. Ne sont plus adaptés les règlements concernant les corps de métiers, les matériaux, la sécurité sur les chantiers. La situation se complique...

Le deuxième atelier aborde le problème de la réglementation du sol. «Le zonage agricole gèle l'expansion urbaine, c'est un frein au lotissement résidentiel», note M. Saint-Pierre. Par ailleurs, quel

est l'impact des schémas d'aménagement et du zonage des habitations sur des MRC (municipalités régionales de comtés) sur les constructeurs, les consommateurs, les groupes de pression?

Le troisième atelier est une vue critique de la réglementation en construction domiciliaire: multiplicité des contrôles (l'inspection des chantiers), règlements désuets, surabondance de paperasse grugent temps et énergies des petits entrepreneurs qui emploient quatre ou cinq travailleurs. Qu'on songe à la menuiserie, à la plomberie, à l'électricité. Ces facteurs se répercutent sur le prix des maisons. La question qu'on se pose: à force de vouloir protéger l'oeuf, ne serait-on pas en train de l'écraser?

En matière d'habitats nouveaux -condominiums, copropriétés- comment s'élabore la réglementation adéquate qui assure protection au consommateur sans l'étrangler? Qu'est-ce qui en l'occurrence est souhaitable? Au printemps, devant les problèmes surgissant chez les usagers, le ministère de la Justice du Québec a mis sur pied un groupe de travail; un projet de contrat-type



est mis de l'avant. Va-t-on lui donner force de loi tout en l'articulant davantage? Voilà l'essentiel de la réflexion qui fera l'objet du quatrième atelier.

Les actes du colloque paraîtront dans un numéro spécial d'«Actualité immobilière».

De l'UQAM prennent une part active au programme du colloque: Madame Florence Junca-Adenot, vice-rectrice aux communications; M. Luc-Normand Tellier, directeur de l'INRS-urbanisation, en congé sans solde; M. Joseph Chung, directeur du LARSI, ainsi que M. Saint-Pierre.

C.A.

Vol. X, no 3, 11 octobre 1983

Université du Québec à Montréal



Un module, un PVM

Parmi les sigles propres à l'UQAM, figurent les PVM, bien connus des anciens, professeurs ou étudiants. Désignant les «projets de vie modulaire», ce programme reprend de plus bel cet automne proposant aux modules des subventions pour faciliter l'intégration des étudiants à la vie modulaire, l'enrichir, la soutenir.

Coordonnés par Joanne Fortin, animatrice à la vie étudiante, les PVM ont répondu l'an dernier à plus de 110 demandes provenant de 43 modules. Une somme totale de 37 368\$ a été distribuée. De plus en plus, pour des activités à caractère pédagogique ou parapédagogique; de moins en moins pour l'aménagement, l'agrément de locaux ou des activités de type social.

Mais encore? Beaucoup de journaux ou mini-revues modulaires, de participation à des congrès, colloques, d'organisation de conférences; l'achat d'un micro-ordinateur, la mise sur pied de centres de documentation, d'un café-échec, d'un marché du livres, d'une radio-étudiante au Read; des présentations de films, spectacles, performances, des rencontres avec des artistes; une visite dans un centre météorologique, à Gentilly; des stages plein air, des joutes de ballon-balai, une journée à la cabane à sucre, etc.

Tous ces projets ont en commun — c'est une condition essentielle à leur acceptation — d'avoir été approuvés soit par le conseil de module, soit par l'assemblée modulaire, soit par le directeur du module. Puis acheminés par la suite à Joanne Fortin qui les reçoit, en vérifie la pertinence, distribue les sommes (un maximum de 1 000 par module chaque année), recueille les bilans financiers. La personne ou l'instance qui signifie son accord aux proposeurs des Kilomètres de sa famille chargée, mais pratiquement dans l'impossibilité de le faire, d'assurer sa subsistance. L'envoi de télégrammes, de lettres aux autorités du pays contribuera-t-il vraiment à changer le sort de Sodjo? «Une fois libérés, affirme Louise Chauvette, plusieurs prisonniers appellent Amnistie pour dire que sans les interventions de ses membres, ils seraient encore là. Les gouvernements sont sensibles aux pressions internationales. Dans certains cas, il est évident que celles d'Amnistie ont eu un effet direct sur la libération des prisonniers. Mais nous obtenons aussi souvent une amélioration des conditions de détention. Et, ce qui n'est pas négligeable, nous donnons une lueur d'espoir aux prisonniers la plupart du temps isolés, oubliés.»

D.N.

L'enfance douée

Des besoins spécifiques

«Chaque enfant a droit à un environnement éducatif qui réponde à ses besoins. Voilà pourquoi nous favorisons l'implantation de services scolaires adaptés au développement des individus doués ou talentueux».

M. François Gagné, professeur au département de psychologie, parle au nom des membres du Groupe d'intervention et de recherche sur l'enfance douée ou

talentueuse (GIREDT), dont il a la responsabilité.

Certains voient dans cette prise de position une démarche élitiste. D'autres soutiennent qu'il est injuste de donner davantage à des enfants déjà favorisés, de par leurs habiletés. D'autres encore estiment qu'ils n'ont nullement besoin de tels services, ayant tous les atouts pour bien se débrouiller dans le système actuel.

Élitiste, le GIREDT? C'est là un faux problème, de répondre M. Gagné. Actuellement, soutient-il, la notion d'élite est associée à la domination, à l'exploitation. Le sociologue Guy Rocher, dans son traité social, parle plutôt d'individus à l'avant-garde, d'agents de changements sociaux. «Nous souscrivons à ce concept. Non pas que les enfants doués ou talentueux soient défavorisés, mais ils ont les mêmes droits que

les autres. Or, le rythme d'enseignement dans les écoles ne leur convient pas. S'ils peuvent se développer plus rapidement et prendre plus vite leurs responsabilités, ils fourniront un apport important à l'ensemble de la société.»

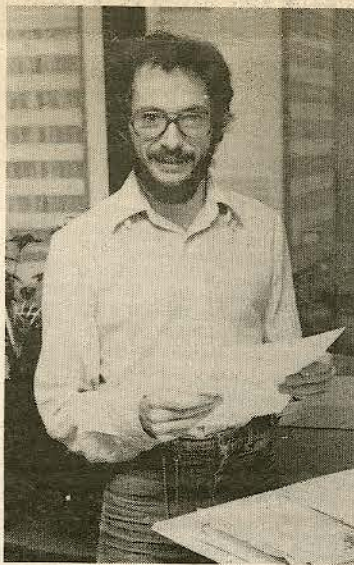
Fort de cette conviction, François Gagné a formé le GIREDT avec la collaboration de deux autres professeurs: Jérôme Poirier, orthopédagogue de l'UdeM et

(suite en page 4)

En histoire des sciences, des archives enrichies

Les chercheurs en histoire des sciences ont de plus en plus à se mettre sous la dent. Deux nouveaux fonds privés sont récemment venus grossir les archives historiques de l'UQAM: le fonds de l'ACFAS (Association canadienne-française pour l'avancement des sciences) et le fonds de la Société biologique de Montréal.

Personne ne disconvient de la portée qu'a eu l'ACFAS dans la vie scientifique du Québec français, depuis sa fondation en 1923. Gilles Janson, responsable des fonds privés aux archives, rappelle que l'ACFAS est née au même moment que la faculté des sciences de l'Université de Montréal, et que Polytechnique. «C'était à l'époque où, au Canada français, on jetait les bases de l'enseignement supérieur des sciences.» L'ACFAS n'a pas cessé, malgré certaines difficultés de parcours, de s'adonner à sa tâche de regroupement, de développement et d'expansion des sciences mathématiques, naturelles, physiques et morales. Qui ne connaît le Congrès de l'ACFAS qui se tient chaque année dans une ville différente au Québec?



M. Gilles Janson

L'ACFAS a développé mille et une activités au cours des ans. M. Janson souligne qu'on pourra en avoir une excellente idée en consultant de fonds d'archives qui comprend entre autres documents, les procès-verbaux de l'association, des dossiers concer-

nant les relations de l'ACFAS avec d'autres groupes, des documents administratifs, des dossiers touchant les jeunes scientifiques, une liste des prix, médailles, un index des publications, etc.

Les archives ont d'autre part obtenu le fonds de la société biologique de Montréal. Fondée également dans les années 1920.

La Société biologique de Montréal a d'abord été exclusivement une affaire de biologistes, d'universitaires. Mais, au cours des dernières années, elle a fait des efforts pour élargir son membership. De nouvelles activités ont été créées: conférences, projections de films, visites et excursions sur le terrain... Actuellement, la Société met un accent particulier sur l'environnement. «Ce nouveau rôle, elle le joue en collaboration avec d'autres organismes inquiétés par la dégradation de l'environnement.» Le fonds de la Société biologique se divise en trois parties: procès-verbaux, documents concernant les membres, documents financiers.

(suite en page 4)

Rôtisserie

Au Poulet Doré

340 est, rue Sainte-Catherine
288-2441

près de Saint-Denis

Conseil d'administration

A sa réunion régulière du 27 septembre, le conseil d'administration a:

- nommé Madame Florence Junca-Adenot comme vice-recteur à l'administration et aux finances et comme vice-recteur intérimaire aux communications;
- autorisé la signature des effets bancaires;
- autorisé la signature de la prolongation du bail au pavillon Read;
- adopté la «Politique de perfectionnement des cadres de l'UQAM»;
- nommé M. Jacques Beaupré au poste de directeur du département de psychologie;

- nommé M. Michel Bergeron au poste de directeur intérimaire du module d'économie;
- nommé M. Pierre Labelle au poste de directeur intérimaire du module d'art dramatique;
- nommé quatre professeurs au comité de discipline des études de 1er cycle;
- renouvelé le mandat de Paul-Martin Roy au poste de directeur du LABREV;
- modifié l'article 12.07.4 du Règlement général numéro 2 en ajoutant à la fin de cet article les deux membres de phrase suivant: «les directeurs de programmes d'études avancées», et «les directeurs de laboratoires de recherche reconnus par l'institution»;
- procédé à la fermeture du programme de certificat de 1er cycle en gestion administrative;
- procédé à l'engagement de trois professeurs.

Comité exécutif

A sa réunion régulière du 27 septembre, le comité exécutif a:

- autorisé la signature du contrat de recherche commandité par la Commission de la capitale nationale;
- nommé Mme Christiane Huot-Hamelin au poste de directrice du service des archives;
- nommé M. Gilles Hénault comme administrateur délégué au département d'arts plastiques;
- autorisé la signature d'un contrat entre le ministère de l'Éducation et l'UQAM relatif à la formation d'agents multiplicateurs en application pédagogique des ordinateurs pendant les années 1983-84 et 1984-85.

L'aérospatiale tire de l'aile

Où en est l'industrie aérospatiale au Québec? Quelles mesures mettre de l'avant pour relancer un secteur d'emploi en chute libre, secteur d'autant plus vital que 15000 salariés québécois y gagnent leur vie et qu'il s'agit d'un domaine de haute technologie? Ce sont les problèmes qu'aborde le **Dossier d'information** préparé par un comité spécial du Syndicat International des travailleurs unis de l'automobile, de l'aérospatiale et de l'outillage agricole d'Amérique (TUA), rattaché à la FTQM. Michel Lizée, des services aux collectivités externes à l'UQAM et ancien représentant international des TUA, a agi comme personne ressource auprès de ce comité. Renseignements au bureau des TUA à 353-9223.

«Idées et pratiques alternatives»

Quelques mois seulement entre l'idée et la pratique: les temps sont mûrs! Le nouveau magazine «Idées et pratiques alternatives» répond de toute évidence, selon un des coordonnateurs à l'administration, M. Jacques Lazure (du département de socio), à des besoins réels.

«Les idées, valeurs, pratiques alternatives, observe-t-il, s'incarnent un peu partout au Québec, à grande vitesse. «Main Mise» avait déblayé le terrain, ouvert des perspectives. Actuellement, les aspirations se concrétisent, sur tous les plans, partout, par beaucoup de monde. On ne peut plus parler de marginalité.»

«Idées et pratiques alternatives» est une réalisation des Productions Réseau Inc. dont les membres veulent promouvoir la pensée et les pratiques alternatives du Québec, susciter la formation d'un vaste mouvement réseau

local et international d'échange, de communication, de partage. Le magazine n'est qu'un des moyens qu'utilisera l'organisme pour atteindre ces objectifs.

Quatre numéros sont prévus par année comprenant des informations, analyses critiques et dossiers, données pratiques, publicités-soutien, dans tous les domaines touchés actuellement par les forces imaginatives individuelles et collectives: éducation, écologie, économie, nouvelle culture politique, santé, pacifisme, création, spiritualités, etc.

Selon M. Lazure, lui-même en cheminement dans de nouveaux modèles de réflexion sociologique, une des caractéristiques du magazine est son fort ancrage régional, contrairement au Temps Fou qui était montréalais dans l'âme. «Des lancements ont eu lieu à Chicoutimi, Saint-Jean, Québec, Rimouski, Hull, Sher-

brooke, Trois-Rivières. On peut dire que le magazine a démarré à l'extérieur de Montréal où les groupes alternatifs sont étonnamment vivants.»

M. Roger Léger et Pierre Vallières (chercheur au LARESH) sont également du groupe d'initiateurs et de coordonnateurs du magazine qui se vend 2.50\$ l'unité (grâce au bénévolat des rédacteurs!). A ses bureaux du 1406 Saint-Denis, local T-2010, le magazine est en bonne compagnie avec les écologistes et les pacifistes de l'UQAM.

«Idées et pratiques alternatives» rejoindra-t-il les étudiants? «Un bon indice, remarque M. Lazure: les numéros se vendent comme des petits pains chauds à la COOP». Et les professeurs? «On ne peut pas dire que les grands courants alternatifs ba-

D.N



M. Jacques Lazure

Numéro d'automne

Le numéro d'automne de MEDIUM vient de sortir. Qu'y a-t-il au menu? Des grands dossiers. Dossiers «chauds», ou très discutés dans plus d'un milieu:

- **les extra-terrestres.** MEDIUM se demande: existent-ils? Il est allé chercher une réponse chez Hubert Reeves, astrophysicien québécois travaillant en France, auteur du célèbre *Patience dans l'Azur*. Il a aussi lorgné du côté du mouvement raëlien et de leur fondateur, le journaliste français Claude Vorilhon. Pour eux, pas d'hésitation, les extra-terrestres existent, Vorilhon les a rencontrés.

- **les sciences humaines font peau neuve** affirme MEDIUM. Avec la méthodologie qualitative qui s'inscrit dans une perspective plus humaniste, et plus, naturaliste que le modèle dominant «qui se veut objectiviste, mathématique, quantitatif.» Malheureusement, la méthodologie qualitative qui a pourtant «des antécédents scientifiques fondant sa crédibilité» se heurte encore au modèle existant.

- **la terre a soif de philosophie.** La Terre, nous rappelle MEDIUM, est



saccagée, l'humanité affamée ou menacée de destruction. «Seule une redécouverte de l'éthique, fondée sur une métaphysique adaptée au XXI^e siècle, pourra réaffirmer concrètement les droits des humains et ceux de la nature.»

MEDIUM propose, outre ses grands dossiers, plusieurs chroniques touchant à l'écologie, la géographie, la démographie, la parapsychologie, la culture... On trouve aussi des compte-rendus étoffés de récents ouvrages.

MEDIUM est vendu en librairie. Au coût de 2.50\$. Pour un abonnement, on communique avec le professeur José A Prades, au numéro 282-4427.

H.S.

En études urbaines, des documents pédagogiques

Nouvelle collection de documents pédagogiques et de recherche au département d'études urbaines. De quoi répondre aux demandes des praticiens en tourisme et urbanisme en quête d'études sur des sujets précis; de quoi satisfaire les chercheurs qui y trouveront un lieu où rendre

compte de leurs travaux, à différentes étapes; de quoi alimenter les échanges entre étudiants, professeurs, départements, universités.

Tous les documents seront signés par des professeurs du département tel le premier lancé fin septembre: **Gens qui partent et gens qui restent**, de M. Marc Laplante. Assiste de M. Jacques Luneau (maîtrise, science po) et de Mme Louise Trotter (bacc., socio), M. Laplante y trace le portrait des québécois vacanciers et non-vacanciers, ces derniers ayant presque toujours été négligés par les chercheurs. Cette première tranche d'une vaste enquête étalée sur trois ans sera suivie d'autres études théoriques et empiriques.

Deuxième document à paraître à la fin octobre: «Les usagers des bases de plein air» de M. Jean Stafford, également du secteur gestion et intervention touristiques. Ces documents sont distribués par le secrétariat du département (4121). Coût pour les étudiants: 5\$.

En administration publique, un guide de recherche

Les personnes poursuivant des études en analyse politique et en administration publique ont désormais à leur disposition le «Guide de recherche documentaire en matière de publications parlementaires et gouvernementales du Québec». L'auteur: Jacques Bourgault, professeur au département de science politique, spécialisé en administration publique.

Son but: familiariser les étudiants avec ces documents de première main, utiles à la réalisation de leurs travaux; leur faire prendre conscience de leur importance, et rendre leur consultation la plus efficace possible.

Les publications parlementaires et gouvernementales, souligne l'auteur, facilitent l'étude du déroulement des processus politique et administratif. A elles seules, elles ne rendent pas compte de la diversité et de la complexité de ces processus. Toutefois, elles constituent à son avis d'importants points de repère

et de référence dans toute démarche de recherche.

Ont été retenues pour la confection de ce recueil «les principales publications produites dans le déroulement du processus politico-administratif». A savoir, celles touchant la législation, la réglementation, les répertoires statistiques et les diverses publications gouvernementales — du discours du budget aux Comptes publics, sans oublier les rapports annuels de ministères et d'organismes... Les caractéristiques de chaque publication sont présentées (lieu de parution, périodicité, contenu, méthodologie de repérage, etc.), de même que des fac-similés des pages les plus significatives, avec définition des termes principaux et des abréviations.

Ce Guide de recherche documentaire est disponible à la famille des sciences humaines, salle 3264 du pavillon Aquin. Le prix: 4\$. Au téléphone: 282-8944.

C.G.

Un pont... suite P. 3

ployeurs, constate M. Raynault, sont souvent rébarbatifs à l'embauche de diplômés. Pour la plupart formés sur le tas, ils ont souvent des préjugés sur ceux qui ont des papiers! D'autre part, certains diplômés n'osent pas s'immobiliser pendant 20 semaines au risque de rater un emploi permanent. D'autres espèrent un salaire plus alléchant. Hors norme, le programme soulève également beaucoup de problèmes de communications entre les fonctionnaires, nous, les entreprises.»

Sans entrer dans le détail de son fonctionnement—le programme est complexe—disons que l'entreprise fait d'abord une demande de participation; si celle-ci est acceptée par le MIC, elle est déposée au Centre de la main d'œuvre du Québec; sur la foi des dossiers, M. Raynault suggère l'embauche par le service du personnel de l'UQAM, payé par le service des finances. Un professeur d'une institution montréalaise supervise son travail.

A même l'évaluation serrée du programme, restera à savoir, ainsi que le conclut M. Dell'Aniello, si le jeu en valait la chandelle.

D.N.

L'uqam hebdo

Éditeur

Le service de l'information et des relations publiques. Université du Québec à Montréal Case Postale 8888, Succursale «A» Montréal, Qué., H3C 3P8

Section information-publications

Rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Denise Neveu, Hélène Sabourin. Coordination: Claude Asselin, Hélène Sabourin.

Tél: 282-6179

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

Publicité: Micheline Chartier

Tél: 282-6179

Photographies, Gilles St-Pierre, Roger Bernard, service d'audiovisuel.

Lettres à l'uqam

Les lettres à l'uqam doivent avoir au maximum 25 lignes dactylographiées, parvenir au journal le mardi à midi, précédant la date de publication, et porter la signature de leur auteur.

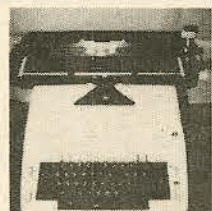
Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec Bibliothèque nationale du Canada ISSN 0714-6973

La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

LIQUIDATION

LIQUIDATION



OLYMPIA ELECTRIC 175\$



IBM SELECTRIC 395\$

90 JOURS GARANTIE

LES VENTES R. KISBER LTÉE

2115 de la montagne — 288-6560 — lundi au samedi de 12h à 17h
jeudi: jusqu'à 21h

LIQUIDATION

Programme «Outils de gestion»

Un pont entre les PME et les diplômés

Les finissants en administration, de l'UQAM ou d'ailleurs, se voient souvent emprisonner dans le dilemme: pas d'emploi, pas d'expérience; pas d'expérience, pas d'emploi. Pour rompre ce cercle vicieux, et du même coup fournir aux dirigeants de petites et moyennes entreprises une aide ponctuelle, les ministères de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, de la Main d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu, et le Secrétariat à la Science et à la Technologie ont récemment mis sur pied le programme «Outils de

gestion».

Au nom du Centre de recherche en gestion de l'UQAM, M. Paul Dell'Aniello s'en est vu confier la coordination pour la région montréalaise cependant que M. Jean Raynault agit comme directeur du projet. MM. Prosper Bernard, Yvon G. Perreault, Jean Ducharme, Pierre Filiatrault et Robert Poupard, tous du département des sciences administratives, appuieront M. Dell'Aniello dans sa tâche comme conseillers et évaluateurs du projet.

«Outils de gestion» est un programme d'emplois temporaires (maximum de 20 semaines), s'adressant aux diplômés en administration du collégial et des trois cycles universitaires pour faciliter la réalisation de projets précis de gestion dans des entreprises québécoises: manufacturières, commerciales, touristiques. Et ce, sans que l'entreprise n'ait à déboursier un sou! Les ministères défraient en totalité le salaire des diplômés: 220\$ par semaine pour les finissants du collégial; 250\$ pour les diplômés de 1er cycle;



A gauche, M. Jean Raynault, directeur du projet; à droite, M. Paul Dell'Aniello, coordonnateur.

270\$ pour ceux des 2e et 3e cycles. Pour la seule grande région de Montréal: 400 postes disponibles. Un budget de 2 230 000\$.

Que la gérance du programme relève de l'UQAM n'est sans doute pas dû au hasard. «Notre équipe, commente M. Dell'Aniello, avait déjà fait entendre au Ministère que de tels programmes novateurs, audacieux, devaient et pouvaient être mis sur pied.

L'UQAM a un intérêt institutionnel pour la PME, elle l'a maintes fois prouvé. Et une inquiétude face aux diplômés qui, faute d'expériences concrètes de travail, trouvent de plus en plus difficilement d'emploi. Nous croyons que ce programme peut rendre service aux uns et aux autres.»

Si nécessaire qu'il soit, le programme n'ira pas sans se buter à quelque obstacle. «Les em-

Suite P. 2

La recherche en sexologie: un constat de bonne santé

Au cours des années, quels aspects du phénomène sexuel les chercheurs de l'UQAM ont-ils choisi de privilégier? Qui fait quoi en recherche au département de sexologie? Quel avenir entrevoit-on?

Dans le but de faire le point, et en vue d'amorcer une réflexion, le département de sexe vient de compléter un Répertoire des travaux de recherche de ses dix-huit professeur(e)s. Plus de 400 productions (livres, articles de revues scientifiques, documents audiovisuels). «Nous nous sommes rendus compte que nous étions prolifiques, dit le nouveau directeur du département, Michel Lemieux. Également, que nos intérêts en matière de recherche étaient très variés. Il faut souligner qu'en sexe, nous avons la chance d'avoir une équipe pluridisciplinaire. Les professeur(e)s viennent de partout: médecine, psychiatrie et psychanalyse, biologie, psychologie, science po, socio, philo, anthropologie...et bien sûr, sexologie!»

Les activités de recherche en sexologie, quoique diversifiées, peuvent se regrouper sous cinq grands chapeaux, note M. Lemieux: thérapie sexuelle, éducation sexuelle, normes sociales et sexualité, identité sexuelle, travaux de déontologie. «Actuellement, nous cherchons à élargir le champ de nos préoccupations. Certains chercheurs se tournent vers une plus grande théorisation, tandis que d'autres développent des instruments de mesure (sexométrie). Des professeurs enrichissent la recherche par de nouvelles problématiques... Il y a du sang neuf au département, et la recherche s'en porte mieux encore.»

Un autre bon coup de pouce pour la recherche en sexe serait l'ouverture d'un programme de doctorat. On s'affaire présente-

ment à raffiner un projet, avant qu'il ne chemine à travers les multiples instances...



M. Michel Lemieux

Pour un premier bilan sur la recherche en sexologie, on se réfère maintenant au Répertoire, disponible au département (contre 5\$).

Simple de facture, le Répertoire de 116 pages présente d'abord les professeur(e)s: leur formation, leurs intérêts de recherche. Les projets sont ensuite exposés (description, identification des chercheur(e)s, subventions). Deux index alphabétiques, thématique et par auteur, complètent le document qui a été mis en forme par les professeur(e)s Hélène Manseau et André Dupras.

Le Répertoire, selon le directeur du département, c'est une bonne façon de constater l'état de la recherche en sexe. La recherche, dans son ensemble. «Habituellement, on a de nos activités, une vue beaucoup trop parcellaire.»

H.S.

L'intervention féminine

Briser l'isolement des femmes

Des infirmières, des travailleuses sociales, des agentes de relations humaines ont développé, ces dernières années, de nouvelles pratiques d'intervention féministe. Favorisant la création de groupes d'entraide et de support plutôt que la thérapie individuelle, ces intervenantes du réseau des Affaires sociales, de par leur formation, utilisent des techniques et des approches fort diversifiées. Or, ces modes d'intervention n'ont jamais été définis, encadrés, systématisés. C'est à cette tâche que se sont attelés récemment quatre professeurs et une chargée de cours en travail social. De l'UQAM: Carole Lazure, Christine Corbeil et Michèle Bourgon, ces dernières assurant la coordination administrative du projet. De l'UdeM., Gisèle Legault et Ann Pâquet-Deehy.

Elles ont formé, il y a quelques années, le Groupe de recherche en intervention féministe. Une première étude, consacrée aux fondements théoriques de ce type d'intervention, a amené la publication récente d'un ouvrage intitulé: «L'intervention féministe — L'alternative des femmes au sexisme en thérapie». Cette fois, il s'agit plutôt d'une recherche-action menée avec la collaboration de douze intervenantes du réseau des Affaires sociales.

L'objectif est double. Dans un premier temps, l'équipe veut identifier le dénominateur commun à des pratiques professionnelles diverses; et à cette fin, en préciser les prémisses de base, les modalités d'intervention et les objectifs. Dans un deuxième temps, chercheuses et intervenantes entreprendront d'évaluer l'impact de telles pratiques auprès des clientèles des services sociaux: rejoint-on les objectifs de l'intervention féministe?

Concrètement, il s'agit de faire prendre conscience aux femmes du lien qui existe entre leurs conditions de vie et ce qui les

amène en consultation: problèmes de santé, alcoolisme, dépression, mésententes avec le conjoint, avec les enfants... Or, selon Christine Corbeil et Michèle Bourgon, ces nouvelles pratiques en travail social sont davantage qu'un mode d'intervention. Elles sont aussi une façon d'être, une façon de vivre. Voilà pourquoi les femmes sont assistées dans leur processus de remise en question, dans la réorientation de leur vie. Ce soutien se fait sur la base d'un échange avec d'autres femmes ayant vécu des expériences semblables.

Signalons qu'une série de tables-rondes entre intervenantes féministes et chercheuses universitaires démarrent cet automne. Elles visent d'abord à préciser les modalités d'application de l'intervention féministe, puis à valider les grilles d'évaluation des interventions qui seront élaborées par le Groupe de recherche. Les résultats seront diffusés par divers

moyens: publication d'un ouvrage, de fascicules, organisation d'un colloque, etc. Le tout se déroulant sur une période d'environ trois ans.

Et Christine Corbeil de souligner l'intérêt d'une telle démarche dans une institution universitaire: «Nous sommes persuadées que l'implication des intervenantes tout au long du processus de recherche nous donne la possibilité, comme enseignantes, d'entretenir des liens étroits et féconds avec le champ de la pratique du travail social en réseau institutionnel, liens indispensables à l'enseignement d'une discipline pratique. En contrepartie, les intervenantes pourront bénéficier d'un lieu spécifique à la systématisation d'un modèle d'intervention à prime abord fort intéressant et novateur, mais dont les paramètres théoriques et pratiques restent à préciser.»

C.G.



Christine Corbeil et Michèle Bourgon, professeures en travail social

Séminaires en informatique

Le service de l'informatique de l'UQAM offre à l'ensemble de la collectivité universitaire, à l'exception des étudiant(e)s de 1er cycle, une série de séminaires pour la session d'automne. Ils ont lieu dans les locaux du service. Pour y assister, on doit s'inscrire auprès des services aux usagers, porte A-1315, tél.: 3124. Il est à conseiller de s'inscrire le plus tôt possible, les places étant limitées.

- 11 octobre à 9h30, **Introduction au système d'opération VM/CMS AMDAHL**. Aucun préalable requis.

- 11 octobre à 13h30, **Introduction à XEDIT (mode ligne par ligne), éditeur de texte AMDAHL**. Aucun préalable.

- 12 octobre, 13h30, **Introduction à XEDIT (mode plein écran), éditeur de texte AMDAHL**. Aucun préalable.

- 12 octobre, 1 à 13h30, **Introduction à SOS, éditeur de texte DEC-10**. Aucun préalable.

- 12 octobre à 9h30, **Introduction à SCRIPT, mise en page automatique de texte AMDAHL**. Préalable: avoir suivi un des séminaires d'introduction XEDIT ou posséder des connaissances équivalentes.

- 13 octobre, 13h30, **Introduction à SPSS, progiciel en statistiques AMDAHL**. Préalable: avoir suivi le séminaire d'introduction au système d'opération VM / CSM ou posséder des connaissances équivalentes.

- 14 octobre à 9h30, **Introduction à XEDIT, mise en page automatique de texte DEC-10**. Préalable: avoir suivi le séminaire d'introduction à SOS ou posséder des connaissances équivalentes.

- 14 octobre à 13h30, **Introduction aux systèmes graphiques DEC-10**. Aucun préalable.

- 17 octobre à 9h30, **SPSS intermédiaire**. Préalable: avoir suivi le séminaire d'introduction à SPSS ou posséder des connaissances équivalentes.

Histoire des sciences...[suite de page 1]

Deux répertoires concernant les nouveaux fonds d'archives viennent d'être publiés, sous la direction de Gilles Janson, avec la collaboration de Francine Pilote pour le répertoire de la Société

biologique de Montréal. On peut consulter ces répertoires et les fonds privés, aux Archives, pavillon Phillips, de 9 à 5, sur semaine. H.S.



Une maison incendiée, ça se rebâtit avec des assurances, mais une vie humaine n'a pas de prix. La protection publique, secteur prévention, offre à très bon prix aux membres de la collectivité universitaire un détecteur de fumée pour la maison. Il est classé numéro 1 par l'office de protection du consommateur. Sur la photo, les préventionnistes René Comtois et Paul Gendron.

Quand ça fait boum! il est trop tard

Si vous entendez l'explosion, il est trop tard-Comment éviter les incendies dans les cuisines? --Quand vous soudez, faites-le en toute sécurité - Haut voltage: danger! --Produits chimiques: poison! Etc. etc.

La section de la prévention, du service de la protection publique

de l'Université, met à la disposition de la collectivité de l'UQAM les ressources d'une filmothèque abondamment pourvue de courts et moyens métrages traitant principalement de prévention incendie ainsi que de santé sécurité et d'hygiène au travail.

Selon les responsables, MM. René Comtois et Paul Gendron, préventionnistes, les films sont destinés entre autres à la formation des équipes d'évacuation des pavillons de l'Université. Ils permettent en outre d'acquérir des connaissances techniques, utiles pour la maison.

La section de la prévention invite les groupes à s'organiser pour obtenir un visionnement des bandes. Ainsi des corps de métiers à l'UQAM peuvent-ils en apprendre plus long sur la sécurité à leur travail. Encore faut-il au préalable se munir d'une libération du temps de travail auprès du service du personnel. Inutile de se présenter au comptoir sans cette autorisation.

Un catalogue des films est disponible au local de la protection publique, porte A M870. En passant, si vous prospectez du pétrole dans votre cour, attention à l'incendie de puits. Il y a un petit film sur le sujet.

C.A.

Théâtre Zoopsie

La troupe du théâtre Zoopsie présente «Smootie, Smash, Green» au Théâtre de la récession, 928 est, rue Sainte-Catherine, du 12 au 20 octobre à 21h30. Le spectacle allie théâtre, musique et vidéo.

La troupe comprend des étudiants de l'UQAM en théâtre de même qu'en communication, ainsi qu'un chargé de cours au module d'art dramatique. Renseignements: 259-4484 et 527-4461.

L'enfance douée...[suite de page 1]

Bertrand Roy, psychologue de l'UQTR. Notons que ce dernier, en congé sabbatique, travaille cette année à l'UQAM. En outre, une quinzaine d'étudiants gradués - dont sept du département de psychologie de l'Université - collaborent à la demi-douzaine de

projets en cours.

L'un d'entre eux, dirigé par M. Gagné, vise à établir une «Mesure des attitudes vis-à-vis des enfants doués et des services à leur offrir». Un projet de longue haleine qui permettra, d'ici deux ans, de fournir aux intéressés la version finale d'un questionnaire d'attitudes vis-à-vis de la douance. Celui-ci pourra également servir dans le cadre des évaluations de programmes offerts par certaines commissions scolaires aux enfants surdoués.

Les grands thèmes qui y sont abordés traitent successivement des objections de principe aux services pour enfants surdoués (mentionnées ci-haut), des modalités d'intervention (classes spéciales? programmes enrichis? accélération scolaire?), de l'envie que suscitent ces jeunes dans leur entourage... Selon M. Gagné, il faut retravailler plusieurs éléments du questionnaire, l'analyse statistique ne permettant pas d'effectuer les regroupements attendus entre les items.

C.G.



M. François Gagné

T'es déguisé en quoi?

En PAC-MAN!

Labatt 50

...quand on aime la bière!